Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Arrêté du 24 décembre 2019 portant interdiction de mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques contenant de l'hélium

NOR : TREP1937472A

Publics concernés : opérateurs économiques (fabricants, importateurs, distributeurs, propriétaires) participant aux opérations de mise sur le marché, intervenants (expéditeurs, transporteurs, chargeurs, déchargeurs, emballeurs, remplisseurs) participant aux opérations de transport par voies terrestres de marchandises dangereuses ; services de l'Etat chargés du contrôle et/ou de l'instruction (DREAL, DEAL, DRIEE, DRIEA, services instructeurs visés à l'article R.* 4100-1 du code des transports).

Objet : cet arrêté interdit la mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium, non conformes.

Mots-clés : transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.

Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa date de parution au Journal officiel.

Notice : les bouteilles de gaz doivent être conformes à la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et à la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.

Références : le texte peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr/>).

La ministre de la transition écologique et solidaire,

Vu le règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, et en particulier ses articles 19 à 21 ;

Vu l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route fait à Genève le 30 septembre 1957, dit « ADR » ;

Vu la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et abrogeant les directives du Conseil 76/767/CEE, 84/525/CEE, 84/526/CEE, 84/527/CEE et 1999/36/CE ;

Vu la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ;

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, son article L. 557-53 et ses articles R. 557-11-1 à R. 557-11-8 relatifs à la conformité des équipements sous pression transportables ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, dit « arrêté TMD », notamment ses articles 15, 17, 19 et 20 ;

Vu la norme EN ISO 11118:2015 relative aux bouteilles à gaz métalliques non rechargeables – spécifications et méthodes d'essai ;

Vu le rapport du 21 octobre 2019 (ref : 2019-2-RSPT-ZJK-V1) de l'Autorité française de surveillance du marché relatif à l'examen du dossier de conception et de fabrication de bouteilles en acier, soudées, non rechargeables avec disque de rupture, produites par la société Zhejiang Kin-Shine Technology Co. Ltd et importées en France par la société Cotillons d'Alsace ; rapport adressé à l'opérateur économique concerné le 25 octobre 2019 ;

Vu le courrier du 25 octobre 2019 invitant l'importateur « Cotillons d'Alsace » à faire part de ses observations sous 15 jours sur les mesures restrictives envisagées à l'encontre des équipements sous pression transportables qu'il met sur le marché ;

Vu l'absence de réponse de l'importateur « Cotillons d'Alsace » ;

Considérant que les équipements sous pression concernés présentent des non-conformités majeures aux exigences de la directive 2010/35/UE susvisée, notamment son article 4, (caractéristiques insuffisantes de l'acier, manque d'épaisseur, mauvaise réalisation des soudures, non adéquation de l'accessoire de sécurité),

Arrête :

Art. 1^{er}. – Conformément à l'article 29-2 du règlement (CE) n° 765/2008, la mise sur le marché des bouteilles de type EC-13D, fabriquées par la société Zhejiang Kin-Shine Technology Co. Ltd., contenant de l'hélium et

faisant l'objet du certificat d'agrément de type No MIRTEC1-01-8765CER12.2091800369 délivré par l'organisme notifié MIRTEC (0437 – Grèce), est interdite.

Les caractéristiques de ces bouteilles sont les suivantes :

Fabricant	Type	Fluide	PW (bar)	PH (bar)	TS (°C) min/max	V (L)
Zhejiang Kin-Shine Technology (ZJK)	EC-13D	Helium	18	27	-20/+65	13,4

Ces bouteilles présentent en partie supérieure une marque distinctive du fabricant JY1 inscrite dans un triangle.

Art. 2. – Les équipements sous pression transportables mentionnés à l'article 1^{er}, déjà mis sur le marché et tenus en stock par les distributeurs, ne peuvent être mis à disposition des utilisateurs.

Art. 3. – Les opérateurs économiques concernés (importateurs et distributeurs) informent, pendant une durée de 6 mois, les utilisateurs des équipements mentionnés à l'article 1^{er} par tous les moyens appropriés : affichage dans les locaux de vente, encart sur le site internet ou dans le catalogue de vente des produits.

Art. 4. – Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 24 décembre 2019.

Pour la ministre et par délégation :
*Le chef du service
des risques technologiques,*
P. MERLE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Arrêté du 24 décembre 2019 portant interdiction de mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques contenant de l'hélium

NOR : TREP1933238A

Publics concernés : opérateurs économiques (fabricants, importateurs, distributeurs, propriétaires) participant aux opérations de mise sur le marché, intervenants (expéditeurs, transporteurs, chargeurs, déchargeurs, emballeurs, remplisseurs) participant aux opérations de transport par voies terrestres de marchandises dangereuses ; services de l'Etat chargés du contrôle et/ou de l'instruction (DREAL, DEAL, DRIEE, DRIEA, services instructeurs visés à l'article R.* 4100-1 du code des transports).

Objet : cet arrêté interdit la mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium, non conformes.

Mots-clés : transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.

Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa date de parution au Journal officiel.

Notice : les bouteilles de gaz doivent être conformes à la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et à la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.

Références : le texte peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr/>).

La ministre de la transition écologique et solidaire,

Vu le règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, et en particulier ses articles 19 à 21 ;

Vu l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route fait à Genève le 30 septembre 1957, dit « ADR » ;

Vu la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et abrogeant les directives du Conseil 76/767/CEE, 84/525/CEE, 84/526/CEE, 84/527/CEE et 1999/36/CE ;

Vu la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ;

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, son article L. 557-53 et ses articles R. 557-11-1 à R. 557-11-8 relatifs à la conformité des équipements sous pression transportables ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, dit « arrêté TMD », notamment ses articles 15, 17, 19 et 20 ;

Vu la norme EN ISO 11118:2015 relative aux bouteilles à gaz métalliques non rechargeables – spécifications et méthodes d'essai ;

Vu le rapport du 31 juillet 2019 (réf : 2019-6-RSPT-XBN-V1) de l'Autorité française de surveillance du marché relatif à l'examen du dossier de conception et de fabrication de bouteilles à gaz non rechargeables, brasées, produites par la société Xinchang Burong Machinery ; rapport adressé aux opérateurs économiques concernés le 1^{er} août 2019 ;

Vu le courrier du 23 octobre 2019 invitant l'importateur « VZ Trend Goods GmbH » à faire part de ses observations sur les mesures restrictives envisagées à l'encontre des équipements sous pression transportables qu'il met sur le marché ;

Vu la réponse de l'importateur « VZ Trend Goods GmbH » par mail du 8 novembre 2019 ;

Considérant que les équipements sous pression transportables concernés présentent des non-conformités majeures aux exigences de la directive 2010/35/UE susvisée, notamment son article 4, et peuvent présenter un risque pour la sécurité des personnes (bouteilles non évaluées, marquage Pi indu) ;

Considérant que les actions entreprises par l'importateur ne permettent pas de régulariser la situation des bouteilles mises sur le marché avant le 31 octobre 2019. Avant cette date, les bouteilles ne sont pas couvertes par un certificat d'agrément de type et par conséquent, ont été mises illégalement sur le marché,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Conformément à l'article 29-2 du règlement (CE) n° 765/2008, la mise sur le marché des bouteilles de type BR1C contenant de l'hélium et fabriquées par la société Xinchang Burong Machinery avant le 31 octobre 2019 est interdite.

Les caractéristiques de ces bouteilles sont les suivantes :

Fabricant	Type	Fluide	PW (bar)	PH (bar)	TS (°C) min/max	V (L)
Xinchang Burong Machinery (XBN)	BR1C	Helium	12	28	-20/+60	0,75

Ces équipements sont notamment importés et distribués par les sociétés :

- VZ TREND GOODS GmbH, Beethovenstraße 18, 68549 Ilvesheim (Allemagne) ;
- ALSINO GmbH & Co. KG, Ardeyerstrasse 100, 58730 Fröndenberg (Allemagne) ;
- VDV Benefit GmbH, Bergst. 11a, 45527 Hattingen (Allemagne).

Ces produits apparaissent notamment sous la dénomination commerciale « Party Factory ».

Les informations relatives à la surveillance de marché associée sont accessibles sur le site ICSMS : <https://webgate.ec.europa.eu/icsms/public/productDetail.jsp?p=4ca28ef4-49f2-4866-83f1-b32462f3a41e>

Art. 2. – Les équipements sous pression transportables mentionnés à l'article 1^{er}, déjà mis sur le marché et tenus en stock par les distributeurs, ne peuvent être mis à disposition des utilisateurs.

Art. 3. – Les opérateurs économiques concernés (importateurs et distributeurs) informent, pendant une durée de 2 ans, les utilisateurs des équipements mentionnés à l'article 1^{er} par tous les moyens appropriés : affichage dans les locaux de vente, encart sur le site internet ou dans le catalogue de vente des produits.

Art. 4. – Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 24 décembre 2019.

Pour la ministre et par délégation :

*Le chef du service
des risques technologiques,*
P. MERLE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Arrêté du 3 mars 2020 portant interdiction de mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium

NOR : TREP2005167A

Publics concernés : *opérateurs économiques (fabricants, importateurs, distributeurs, propriétaires) participant aux opérations de mise sur le marché, intervenants (expéditeurs, transporteurs, chargeurs, déchargeurs, emballeurs, remplisseurs) participant aux opérations de transport par voies de navigation intérieures ; services de l'Etat chargés du contrôle et/ou de l'instruction (DREAL, DEAL, DRIEE, DRIEA, services instructeurs visés à l'article R.* 4100-1 du code des transports).*

Objet : *cet arrêté interdit la mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium, non conformes.*

Mots-clés : *transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.*

Entrée en vigueur : *le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

Notice : *les bouteilles de gaz doivent être conformes à la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et à la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.*

Références : *le texte peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

La ministre de la transition écologique et solidaire,

Vu le règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits ;

Vu l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route fait à Genève le 30 septembre 1957, dit « ADR » ;

Vu la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et abrogeant les directives du Conseil 76/767/CEE, 84/525/CEE, 84/526/CEE, 84/527/CEE et 1999/36/CE ;

Vu la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ;

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, son article L. 557-53 et ses articles R. 557-11-1 à R. 557-11-8 relatifs à la conformité des équipements sous pression transportables ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, dit « arrêté TMD », notamment ses articles 15, 17, 19 et 20 ;

Vu la norme EN ISO 11118 : 2015 relative aux bouteilles à gaz métalliques non rechargeables – spécifications et méthodes d'essai ;

Vu le rapport du 15 janvier 2020 (réf. : 2020-1-RSPT-ZJK-V1) de l'autorité française de surveillance du marché relatif à l'examen du dossier de conception et de fabrication de bouteilles en acier, soudées, non rechargeables avec disque de rupture, produites par la société Zhejiang Kin-Shine Technology Co. Ltd et importées en France par la société « Ets Ferry » ;

Vu le courrier du 22 janvier 2020 invitant l'importateur « Ets Ferry » à faire part de ses observations sous 10 jours sur le rapport susvisé et sur les mesures restrictives envisagées à l'encontre des équipements sous pression transportables qu'il met sur le marché ;

Vu l'absence d'observations de l'importateur « Ets Ferry » à la date du 13 février 2020 sur le projet d'arrêté ministériel transmis par courrier du 22 janvier 2020 susmentionné ;

Considérant que les équipements sous pression transportables concernés présentent des non-conformités importantes aux exigences de la directive 2010/35/UE susvisée, notamment son article 4 (qualifications de modes opératoires de soudage inadaptées, non-adéquation du dispositif de sécurité) ;

Considérant que ces équipements sous pression peuvent présenter un risque pour la sécurité des personnes,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La mise sur le marché des bouteilles de type EC-13B, fabriquées par la société Zhejiang Kin-Shine Technology Co. Ltd., contenant de l'hélium et faisant l'objet du certificat d'agrément de type n° PE-C-2224/17 délivré par l'organisme notifié MIRTEC (0437 – Grèce), est interdite.

Les caractéristiques de ces bouteilles sont les suivantes :

Fabricant	Type	Fluide	PW (bar)	PH (bar)	TS (°C) min/max	V (L)
Zhejiang Kin-Shine Technology (ZJK)	EC-13B	Helium	23	34,5	-20/+65	13,4

Ces bouteilles présentent en partie supérieure une marque distinctive du fabricant JY1 inscrite dans un triangle.

Art. 2. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Art. 3. – Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 3 mars 2020.

Pour la ministre et par délégation :
*Le chef du service
des risques technologiques,*
P. MERLE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Arrêté du 29 juin 2020 portant interdiction de mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium

NOR : TREP2015617A

Publics concernés : *utilisateurs, opérateurs économiques (fabricants, importateurs, distributeurs) participant aux opérations de mise à disposition sur le marché, intervenants (expéditeurs, transporteurs, chargeurs, déchargeurs, emballeurs, remplisseurs) participant aux opérations de transport par voies de navigation intérieures ; services de l'Etat chargés du contrôle et/ou de l'instruction (DREAL, DEAL, DRIEE, DRIEA, services instructeurs visés à l'article R.* 4100-1 du code des transports).*

Objet : *cet arrêté interdit la mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium, non conformes.*

Mots-clés : *transport de marchandises dangereuses par voies terrestres.*

Entrée en vigueur : *le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

Notice : *les bouteilles de gaz doivent être conformes à la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et à la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.*

Références : *le texte peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr/>).*

La ministre de la transition écologique et solidaire,

Vu le règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits ;

Vu l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route fait à Genève le 30 septembre 1957, dit « ADR » ;

Vu la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et abrogeant les directives du Conseil 76/767/CEE, 84/525/CEE, 84/526/CEE, 84/527/CEE et 1999/36/CE ;

Vu la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ;

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, son article L. 557-53 et ses articles R. 557-11-1 à R. 557-11-8 relatifs à la conformité des équipements sous pression transportables ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, dit « arrêté TMD », notamment ses articles 15, 17, 19 et 20 ;

Vu la norme EN ISO 11118:2015 relative aux bouteilles à gaz métalliques non rechargeables – spécifications et méthodes d'essai ;

Vu le rapport du 17 janvier 2020 (ref : 2019-5-RSPT-JHZL-V1) de l'autorité française de surveillance du marché relatif à l'examen du dossier de conception et de fabrication de bouteilles en acier, soudées, non rechargeables avec disque de rupture, produites par la société Jinhua Sinoblue Machinery Manufacturing Co., Ltd., importées par la société hollandaise « Folat BV » et distribuées en France dans les magasins « Action » ;

Vu le courrier du 22 janvier 2020 invitant l'importateur « Folat BV » à faire part de ses observations sous 10 jours sur le rapport susmentionné et sur les mesures restrictives envisagées à l'encontre des équipements sous pression transportables qu'il met sur le marché ;

Vu les observations formulées par l'importateur « Folat BV » dans les courriers du 14 février et 29 avril 2020 ;

Vu le rapport du 16 juin 2020 (ref : 2019-5-RSPT-JHZL-V3) de l'autorité française de surveillance du marché relatif, mis à jour suite aux observations de l'importateur ;

Considérant que les équipements sous pression transportables concernés présentent des non-conformités importantes aux exigences de la directive 2010/35/UE susvisée, notamment son article 4 (manque d'épaisseur de l'acier, absence d'une qualification de mode opératoire de soudage et d'une qualification d'opérateur soudeur) ;

Considérant que la qualification de la soudure par points a été délivrée le 24 mars 2020 et que la qualification correspondante pour l'opérateur soudeur a été délivrée le 28 mars 2020 ; ces qualifications faisant défaut par le passé ;

Considérant que l'organisme notifié réalise depuis mars 2020 les contrôles et essais nécessaires pour vérifier que le produit est fabriqué conformément à l'agrément de type ;

Considérant que ces équipements sous pression peuvent présenter un risque pour la sécurité des personnes,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La mise sur le marché des bouteilles de référence EN191-40.5, fabriquées par la société Jinhua Sinoblue Machinery Manufacturing Co., Ltd. avant le 28 mars 2020 et faisant l'objet du certificat d'agrément de type n° 0036-007-18 délivré par l'organisme notifié TÜV SÜD (0036 – Allemagne), est interdite.

Les caractéristiques de ces bouteilles sont les suivantes :

FABRICANT	PLAN DE RÉFÉRENCE	FLUIDE	PW (bar)	PH (bar)	TS (°C) min/max	V (L)
Jinhua Sinoblue Machinery Manufacturing Co., Ltd. (JHZL)	EN191-40.5	Helium	27	40,5	-20/+65	7

Ces produits sont notamment vendus sous la marque commerciale « BalloonGaz ».

Art. 2. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Art. 3. – Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 29 juin 2020.

Pour la ministre et par délégation :
*Le chef du service
des risques technologiques,*
P. MERLE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Arrêté du 29 juin 2020 portant interdiction de mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium

NOR : TREP2015614A

Publics concernés : opérateurs économiques (fabricants, importateurs) participant aux opérations de mise sur le marché, autres opérateurs économiques (distributeurs, propriétaires), intervenants (expéditeurs, transporteurs, chargeurs, déchargeurs, emballeurs, remplisseurs) participant aux opérations de transport par voies de navigation intérieures ; services de l'Etat chargés du contrôle et/ou de l'instruction (DREAL, DEAL, DRIEE, DRIEA, services instructeurs visés à l'article R.* 4100-1 du code des transports).

Objet : cet arrêté interdit la mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium, non conformes.

Mots-clés : transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa date de parution au Journal officiel.

Notice : les bouteilles de gaz doivent être conformes à la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et à la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.

Références : le texte peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr/>).

La ministre de la transition écologique et solidaire,

Vu le règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits ;

Vu l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route fait à Genève le 30 septembre 1957, dit « ADR » ;

Vu la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et abrogeant les directives du Conseil 76/767/CEE, 84/525/CEE, 84/526/CEE, 84/527/CEE et 1999/36/CE ;

Vu la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ;

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, son article L. 557-53 et ses articles R. 557-11-1 à 8 relatifs à la conformité des équipements sous pression transportables ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, dit « arrêté TMD », notamment ses articles 15, 17, 19 et 20 ;

Vu la norme EN ISO 11118:2015 relative aux bouteilles à gaz métalliques non rechargeables – spécifications et méthodes d'essai ;

Vu le rapport du 22 janvier 2020 (ref : 2019-11-RSPT-ZJK-V2) de l'autorité française de surveillance du marché relatif à l'examen du dossier de conception et de fabrication de bouteilles en acier, soudées, non rechargeables avec disque de rupture, produites par la société Zhejiang Kin-Shine Technology Co. Ltd et notamment importées en France par la société « Ballon Pub » ;

Vu le courrier du 22 janvier 2020 invitant l'importateur « Ballon Pub » à faire part de ses observations sous 10 jours sur le rapport susvisé et sur les mesures restrictives envisagées à l'encontre des équipements sous pression transportables qu'il met sur le marché ;

Vu les résultats d'essais de mise en pression réalisés par l'importateur « Ballon Pub » reçus le 14 février 2020, en réponse au courrier du 22 janvier 2020 suscité ;

Considérant, d'une part, que les équipements sous pression transportables concernés de type/variante EC-5-1.2 ne sont pas couverts par le certificat d'agrément de type délivré par l'organisme notifié MITREC1-01-8765-CER12.2061800258, contrairement à l'imposition du point 1.8.7.2.3 de l'ADR 2017 ;

Considérant, d'autre part, que les équipements sous pression transportables concernés présentent des non-conformités importantes aux exigences de la directive 2010/35/UE susvisée, notamment son article 4 (qualifications de modes opératoires de soudage inadaptées, accessoire de sécurité non conforme au plan de conception approuvé) ;

Considérant que ces équipements sous pression transportables peuvent présenter un risque pour la sécurité des personnes,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La mise sur le marché des bouteilles de type EC-5-1.2, fabriquées par la société Zhejiang Kin-Shine Technology Co. Ltd., contenant de l'hélium et faisant l'objet du certificat d'agrément de type n° MIRTEC1-01-8765CER12.2061800258 délivré par l'organisme notifié MIRTEC (0437 – Grèce), est interdite.

Les caractéristiques de ces bouteilles sont les suivantes :

Fabricant	Type	Fluide	PW (bar)	PH (bar)	TS (°C) min/max	V (L)
Zhejiang Kin-Shine Technology (ZJK)	EC-5-1.2	Helium	28	42	-20/+65	5

Ces bouteilles présentent en partie supérieure une marque distinctive du fabricant JY1 inscrite dans un triangle.

Art. 2. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 29 juin 2020.

Pour la ministre et par délégation :

*Le chef du service
des risques technologiques,*
P. MERLE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Arrêté du 5 octobre 2020 portant interdiction de mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium

NOR : TREP2023327A

Publics concernés : utilisateurs, opérateurs économiques (fabricants, importateurs, distributeurs) participant aux opérations de mise sur le marché, intervenants (expéditeurs, transporteurs, chargeurs, déchargeurs, emballeurs, remplisseurs) participant aux opérations de transport par voies de navigation intérieures ; services de l'Etat chargés du contrôle et/ou de l'instruction (DREAL, DEAL, DRIEE, DRIEA, services instructeurs visés à l'article R.* 4100-1 du code des transports).

Objet : cet arrêté interdit la mise sur le marché de bouteilles de gaz métalliques non rechargeables contenant de l'hélium, non conformes.

Mots-clés : transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.

Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa date de parution au Journal officiel.

Notice : les bouteilles de gaz doivent être conformes à la directive 2010/35/UE du parlement européen et du conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et à la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.

Références : le texte peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

La ministre de la transition écologique,

Vu le règlement (CE) n° 765/2008 du parlement européen et du conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits ;

Vu l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route fait à Genève le 30 septembre 1957, dit « ADR » ;

Vu la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et abrogeant les directives du Conseil 76/767/CEE, 84/525/CEE, 84/526/CEE, 84/527/CEE et 1999/36/CE ;

Vu la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ;

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, son article L. 557-53 et ses articles R. 557-11-1 à 8 relatifs à la conformité des équipements sous pression transportables ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, dit « arrêté TMD », notamment ses articles 15, 17, 19 et 20 ;

Vu la norme EN ISO 11118 : 2015 relative aux bouteilles à gaz métalliques non rechargeables – spécifications et méthodes d'essai ;

Vu le rapport du 25 juin 2020 (ref : 2020-8-RSPT-ZJK-V1) de l'autorité française de surveillance du marché relatif à l'examen du dossier de conception et de fabrication de bouteilles en acier, soudées, non rechargeables avec disque de rupture, produites par la société « Zhejiang Kin-Shine Technology Co. Ltd. » (CN) et importées par la société « VZ Trend Goods GmbH » (DE) ;

Vu le courrier du 25 juin 2020 invitant le fabricant « Zhejiang Kin-Shine Technology Co. Ltd. » à faire part de ses observations sous 10 jours sur le rapport susvisé et sur les mesures restrictives envisagées à l'encontre des équipements sous pression transportables qu'il met sur le marché ;

Considérant que les équipements couverts par le certificat d'agrément de type n° MIRTEC1-01-8765CER12.2051800129 délivré par l'organisme notifié MIRTEC (0437 – Grèce) présentent des non-conformités aux exigences de la directive 2010/35/UE susvisée, notamment son article 4, (qualifications de modes opératoires de soudage inadaptées, accessoire de sécurité non-conforme au plan de conception approuvé) ;

Considérant que, suite aux non-conformités constatées, le fabricant a pris des mesures correctives et fait réaliser une nouvelle évaluation de conformité par l'organisme notifié TÜV Süd ;

Considérant qu'il convient d'interdire la mise sur le marché des équipements couverts par le certificat d'agrément de type n° MIRTEC1-01-8765CER12.2051800129 délivré par l'organisme notifié MIRTEC (0437 – Grèce),

Arrête :

Art. 1^{er}. – La mise sur le marché des bouteilles de type EC-6.8-1.5, fabriquées par la société Zhejiang Kin-Shine Technology Co. Ltd., contenant de l'hélium et faisant l'objet du certificat d'agrément de type n° MIRTEC1-01-8765CER12.2051800129 délivré par l'organisme notifié MIRTEC (0437 – Grèce), est interdite.

Les caractéristiques de ces bouteilles sont les suivantes :

Fabricant	Type	Fluide	PW (bar)	PH (bar)	TS (°C) min/max	V (L)
Zhejiang Kin-Shine Technology (ZJK)	EC-6.8-1.5	Helium	30	45	-20/+65	6,8

Ces bouteilles présentent en partie supérieure une marque distinctive du fabricant JY1 inscrite dans un triangle. Seules les bouteilles produites sous la certification de l'organisme notifié MIRTEC sont concernées par l'interdiction de mise sur le marché. MIRTEC est identifié sur la bouteille par le numéro d'organisme « 0437 ».

Art. 2. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 octobre 2020.

Pour la ministre et par délégation :
*Le chef du service
des risques technologiques,*
P. MERLE